

11 février 2003

# commission du codex alimentarius



ORGANISATION DES NATIONS  
UNIES POUR L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION  
MONDIALE  
DE LA SANTÉ



BUREAU CONJOINT: Viale delle Terme di Caracalla 00100 ROME Tél: +39 06 57051 www.codexalimentarius.net Email: codex@fao.org Facsimile: 39 06 5705 4593

## PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

### COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

*Vingt-cinquième session (session extraordinaire), Genève (Suisse), 13-15 février 2003*

### RAPPORT DE LA CINQUANTE ET UNIÈME SESSION (SESSION EXTRAORDINAIRE) DU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

*Siège de l'OMS, Genève (Suisse), 10 – 11 février 2003*

#### **INTRODUCTION**

1. Le Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius a tenu sa cinquante et unième session (session extraordinaire) au siège de l'OMS, à Genève (Suisse) les 10 et 11 février 2003. La session a été présidée par M. Thomas Billy (États-Unis d'Amérique), Président de la Commission; y ont participé les trois Vice-Présidents de la Commission, cinq membres de la Commission élus sur une base régionale et leurs conseillers et cinq représentants des coordonnateurs régionaux de la Commission. La liste complète des participants, y compris les membres du Secrétariat, figure à l'Annexe I du rapport.

2. M. David Nabarro, Directeur exécutif, Développement durable et environnements sains (OMS), a souhaité la bienvenue aux participants au nom de l'OMS et a souligné l'importance de la Commission du Codex et des avis scientifiques qu'elle fournit pour répondre aux besoins des États membres en matière de sécurité sanitaire des aliments. L'OMS s'engage à renforcer la participation du secteur de la santé aux activités portant sur la sécurité sanitaire des aliments et une priorité élevée a été accordée au renforcement des avis d'experts sur l'évaluation des risques, en coopération avec la FAO. Ces questions ont une telle importance qu'elles ont été inscrites à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'Assemblée mondiale de la santé. M. Nabarro a invité les membres du Comité exécutif à fournir des avis à la Commission afin de faciliter la mise en oeuvre des recommandations de l'Évaluation.

#### **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (Point 1 de l'ordre du jour)**

3. Le Comité exécutif a adopté l'ordre du jour tel qu'il figure dans le document CX/EXEC 03/51/1.

**EXAMEN DE LA SUITE DONNÉE AUX CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION CONJOINTE FAO/OMS DU CODEX ALIMENTARIUS ET AUTRES TRAVAUX DE LA FAO ET DE L'OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES (Point 2 de l'ordre du jour)<sup>1</sup>**

4. À l'invitation du Président, le Chef de l'Équipe d'évaluation, M. Bruce Traill, a présenté le rapport d'évaluation et a rappelé que, pour sa rédaction, de vastes consultations avaient eu lieu avec de nombreux pays membres, qu'un questionnaire détaillé avait été distribué et que des observations du grand public avaient été prises en considération. Les recommandations figurant dans le rapport reflètent le consensus auquel étaient parvenus l'Équipe d'évaluation et le Groupe d'experts après un examen détaillé de toutes les questions pertinentes. M. Traill a mis en évidence les principales recommandations destinées à améliorer l'efficacité des processus du Codex; à renforcer les avis scientifiques; à assurer la participation des pays en développement à l'élaboration des normes et à l'évaluation des risques; à garantir un renforcement plus efficace des capacités et, en général, à faire en sorte que les normes du Codex répondent aux besoins des pays membres. Il a également rappelé que ces recommandations devraient être examinées dans leur contexte général plutôt que prises isolément.

5. Le représentant de l'OMS a fait savoir au Comité exécutif que le Conseil exécutif de l'OMS avait examiné un rapport sur l'Évaluation (ALINORM 03/25/3-Add.1) et notamment les questions suivantes: importance accordée aux normes relatives à la santé au sein du Codex; besoins des pays en développement et création du Fonds fiduciaire; et enfin avis scientifiques fournis au Codex. Le Conseil exécutif était convenu qu'un projet de résolution serait préparé et soumis à l'Assemblée mondiale de la santé, pour examen, sur la base des vues exprimées par les pays membres au cours de la session extraordinaire de la Commission. Le représentant a souligné l'importance de la coopération avec la FAO et a indiqué que les deux Organisations avaient une approche commune des questions de sécurité sanitaire des aliments.

6. Le représentant de la FAO a rappelé la coopération continue existant avec l'OMS afin de fournir des conseils scientifiques au Codex et aux pays membres et il a fait observer que les processus étaient en cours d'évaluation afin d'améliorer la coordination d'ensemble et d'assurer la qualité des avis d'experts. Le représentant a fait savoir au Comité exécutif que les recommandations de la Commission concernant l'Évaluation seraient soumises au Conseil et à la Conférence de la FAO, qui examineraient également leurs incidences budgétaires pour l'Organisation. Le représentant a également proposé d'examiner les recommandations figurant dans l'Évaluation selon leur importance pour le Codex, la FAO et l'OMS, comme suit: questions intéressant spécifiquement le Codex; avis scientifiques; et renforcement des capacités.

7. Le Comité exécutif a remercié l'Équipe d'évaluation et le Groupe d'experts pour l'excellent travail accompli en peu de temps et pour le rapport détaillé examinant les principales questions intéressant le Codex, la FAO et l'OMS.

8. Le Comité exécutif a approuvé l'orientation générale du rapport d'évaluation et a reconnu qu'il devait être examiné rapidement. Quelques questions exigeant des débats supplémentaires ont été identifiées, mais le Comité exécutif a estimé que cela ne devait pas entraver les progrès.

9. Le Comité exécutif a reconnu que la vingt-cinquième session de la Commission a été convoquée afin de soumettre à la FAO et à l'OMS les vues de la Commission sur l'Évaluation. Le Comité exécutif a estimé que son rôle actuel consisterait à donner des avis de nature générale sur les principaux aspects de l'Évaluation afin de faciliter les débats de la Commission. Le Comité exécutif a fait sienne la

---

<sup>1</sup> ALINORM 03/25/3 Conclusions et recommandations de l'Évaluation conjointe FAO/OMS du Codex Alimentarius et autres travaux de la FAO et de l'OMS sur les normes alimentaires; ALINORM 03/25/3-Add.1 (Réponse de la direction de la FAO et rapport de la Directrice générale de l'OMS au Conseil exécutif); ALINORM 03/25/3-Add.2 (Notes du Secrétariat); CAC25/LIM.1 (observations de l'Inde, de la Malaisie, 49P, CI, IFAH); CAC25/LIM.2 (observations du Chili); CAC25/LIM.3 (observations de l'Argentine).

proposition du Président, qui résumait comme suit les principales questions à examiner par la Commission: mandat; priorités; création d'un Conseil d'administration et fonctions dudit conseil par rapport aux fonctions remplies actuellement par le Comité exécutif; création d'un Comité de gestion des normes; définition du consensus; fourniture d'avis scientifiques d'experts; et renforcement des capacités.

10. Plusieurs membres se sont demandés s'il fallait bien élaborer un nouveau mandat comme proposé à la Recommandation 4 et ont estimé que le mandat actuel « Protéger la santé du consommateur et assurer des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires » devrait être conservé car il reflète bien les objectifs du Codex. Il a également été souligné que le mandat et les priorités étaient deux choses différentes, qu'il ne fallait pas confondre, car il était possible de conserver le mandat tout en examinant ultérieurement les priorités. Le Comité exécutif est convenu de conserver le mandat tel quel à ce stade, étant entendu que celui-ci pourrait être réexaminé à l'avenir.

11. Plusieurs membres ont déclaré que les travaux du Codex ne devraient pas se limiter à des questions de sécurité sanitaire des aliments et ont souligné l'importance des normes du Codex sur les produits de base, qui servent de point de référence dans le commerce international, mais aussi de base pour les réglementations nationales, notamment dans les pays en développement. Certains membres ont fait remarquer que des facteurs non essentiels devraient être délégués aux partenaires commerciaux, mais qu'il était justifié d'élaborer des normes sur des questions de qualité essentielles.

12. Après un échange de vues, le Comité exécutif a réaffirmé que, conformément au mandat du Codex, la première priorité allait à l'élaboration de normes ayant une incidence sur la santé des consommateurs et la sécurité sanitaire des produits. Le Comité exécutif a reconnu qu'il n'était pas possible d'examiner les autres priorités en détail à ce stade, mais que celles-ci devraient être examinées ultérieurement lors d'une prochaine réunion de la Commission.

13. Le Comité exécutif a estimé que la question de la gestion efficace et efficiente du processus d'élaboration de normes devait être examinée de toute urgence.

14. Le Comité exécutif a eu de longues discussions sur la réponse appropriée à donner aux recommandations concernant la création d'un Conseil d'administration et d'un Comité de gestion des normes. Il a noté qu'il restait à résoudre plusieurs problèmes, comme l'incidence de sessions annuelles de la Commission, qui est elle-même liée au fonctionnement du Fonds fiduciaire FAO/OMS. Des questions ont également été posées sur l'augmentation de coûts que cela suppose, la représentativité des nouvelles structures et la transparence du processus de prise de décisions. Plusieurs membres ont estimé que pour le moment, il fallait envisager la tenue de sessions annuelles de la Commission, avec l'appui du Fonds fiduciaire, et qu'il faudrait poursuivre l'analyse des propositions concernant le Conseil d'administration et le Comité de gestion des normes.

15. Certains membres et coordonnateurs se sont déclarés préoccupés par les recommandations concernant la coopération avec d'autres organisations internationales. Certains membres ont proposé de préciser quelles étaient les organisations concernées (notamment l'OIE et la CIPV), mais d'autres membres ont émis des réserves concernant toute référence à d'autres organisations. Un observateur s'est déclaré préoccupé par la recommandation concernant la coopération avec des organisations internationales, par l'emploi de l'expression « collaboration avec d'autres organisations internationales » dans le projet de mandat, y compris la collaboration avec l'OIE, qui devrait se limiter aux questions intéressant directement la sécurité sanitaire des aliments. Le Comité exécutif n'a pas examiné la question en détail.

16. Certains membres ont déclaré que des éclaircissements supplémentaires étaient nécessaires à propos de la Recommandation 20 sur le processus de consultation entre les réunions. Des préoccupations ont également été exprimées concernant l'accent mis sur la participation des ONG, celle-ci étant déjà prévue de façon adéquate par les procédures et pratiques actuelles.

17. Un membre a déclaré que le Comité du Codex sur les principes généraux serait l'organe indiqué pour examiner les recommandations concernant la révision du Règlement intérieur et d'autres procédures de travail internes.

18. Le Comité exécutif a exprimé le souhait que la Commission progresse à grands pas, à sa vingt-cinquième session, dans l'examen du rapport d'évaluation, tout en notant qu'il y aurait lieu d'assurer un suivi important de l'examen du rapport d'évaluation à la vingt-sixième session de la Commission. Plusieurs membres ont proposé d'inviter tous les pays membres à formuler d'autres observations et de les examiner plus en détail lors de la vingt-sixième session (ordinaire) de la Commission. D'autres membres ont fait remarquer que l'ordre du jour de la session ordinaire était déjà très chargé et ont appelé l'attention sur les difficultés pratiques que cela entraînait. Le Comité exécutif a noté qu'il serait possible de prolonger la vingt-sixième session afin d'examiner ultérieurement le rapport d'évaluation.

19. Le Comité exécutif a rappelé que le Plan à moyen terme était actuellement à l'étude et qu'il devait être achevé pour la vingt-sixième session de la Commission. Il a toutefois noté que les recommandations de l'Évaluation devraient fortement affecter plusieurs éléments contenus dans le Plan à moyen terme et il est convenu qu'il serait prématuré de le mettre au point définitivement avant que la Commission n'ait achevé son examen du rapport d'évaluation. Le Comité exécutif a proposé, en conséquence, que la Commission reporte à sa vingt-septième session l'examen du Plan à moyen terme.

20. Le Comité exécutif a appuyé en général les recommandations visant à intensifier le renforcement des capacités et la coordination entre les Organisations mères et, éventuellement, entre celles-ci et d'autres organisations internationales. Certains membres ont fait remarquer que les responsabilités respectives du Codex, de la FAO et de l'OMS devraient être bien claires, car la Commission elle-même n'avait pas la responsabilité du renforcement des capacités.

21. Le Comité exécutif, à la suite de ses débats, a approuvé le projet de déclaration ci-après, qui serait soumis à la Commission du Codex Alimentarius pour examen.

**Projet de déclaration de la Commission du Codex Alimentarius sur les conclusions de l'Évaluation conjointe FAO/OMS du Codex Alimentarius et d'autres activités de la FAO et de l'OMS relatives aux normes alimentaires**

22. Après avoir examiné le rapport et les recommandations de l'*Évaluation conjointe FAO/OMS du Codex Alimentarius et d'autres activités de la FAO et de l'OMS relatives aux normes alimentaires*, la Commission du Codex Alimentarius a remercié les Organisations mères d'avoir pris l'initiative de cette évaluation et de s'être assurées qu'elle était effectuée de manière consultative, efficace et efficiente. Elle a également remercié l'Équipe chargée de l'évaluation et le Groupe d'experts de leur excellent rapport, qui incluait une analyse approfondie et des propositions et recommandations détaillées.

23. La Commission a approuvé la conclusion de l'Évaluation selon laquelle les normes alimentaires revêtaient pour les membres une très grande importance en tant qu'élément fondamental des systèmes de contrôle des denrées alimentaires, visant à protéger la santé des consommateurs et à garantir des pratiques loyales en matière de commerce des denrées alimentaires de façon à faciliter le commerce. Elle a également fait sien l'opinion selon laquelle les normes constituaient un préalable indispensable à la protection des consommateurs, mais devaient être envisagées dans le contexte d'un système global et plus particulièrement du système de sécurité sanitaire des denrées alimentaires. Elle a reconnu l'utilité de normes internationales sur lesquelles les petits pays et les pays les moins avancés puissent s'appuyer pour formuler leurs propres normes.

24. Notant les recommandations de l'Évaluation concernant le mandat de la Commission, celle-ci a été d'avis que son mandat actuel, qui consistait à protéger la santé des consommateurs et à garantir des pratiques loyales en matière de commerce international des denrées alimentaires, restait valable, mais

pourrait être réexaminé ultérieurement. Dans le cadre de ce mandat, la Commission a confirmé qu'elle continuerait à accorder la priorité absolue à l'élaboration de normes ayant un impact sur la santé des consommateurs et la sécurité sanitaire des denrées alimentaires.

25. La Commission **est convenue** que pour donner suite à l'Évaluation, elle devrait, avec les Organisations mères, se fixer les objectifs suivants:

- efficacité et efficacie de l'élaboration des normes Codex, sans préjudice de la transparence, de l'inclusivité et de la cohérence du processus d'élaboration des normes;
- participation accrue des États membres en développement aux travaux du Codex tout au long du processus d'élaboration des normes;
- meilleure adéquation des normes Codex aux besoins et aux priorités des États membres;
- renforcement de la base scientifique pour l'analyse des risques, y compris l'évaluation des risques, afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacie de la communication à la Commission et aux États membres d'avis scientifiques;
- renforcement des capacités en vue de la mise en place de systèmes nationaux de contrôle des denrées alimentaires.

26. La Commission est convenue qu'elle devrait jouir d'une plus grande indépendance, au sein de la structure globale de la FAO et de l'OMS, pour proposer et exécuter son **programme de travail et budget**, une fois celui-ci approuvé par les deux Organisations mères.

27. La Commission a fait sienne l'opinion exprimée dans le rapport d'évaluation que le **Secrétariat** du Codex s'acquittait de manière efficace de sa lourde tâche, en tenant compte des avis de ses membres, mais qu'il était surmené et ne disposait pas de ressources suffisantes pour appuyer les activités actuelles du Codex. Elle a vivement approuvé la recommandation tendant à ce que le Secrétariat soit élargi et son personnel recruté à des classes plus élevées.

28. À propos des **avis d'experts** fournis au Codex, la Commission a déclaré partager l'opinion selon laquelle cet aspect du travail du Codex devrait être mieux reconnu, lié aux priorités du Codex et coordonné et disposer de ressources bien supérieures, ajoutant que son indépendance par rapport aux influences extérieures et sa transparence devraient être encore renforcées au sein de la FAO et de l'OMS. La Commission a déclaré qu'il faudrait également établir une distinction plus nette entre la fonction d'évaluation des risques confiée aux experts et celle de gestion des risques assurée par les Comités du Codex, tout en notant que des liens devaient exister entre ces deux fonctions. Tout en reconnaissant que la fourniture d'avis d'experts incombait conjointement à la FAO et à l'OMS, la Commission a vivement recommandé que l'OMS accroisse sensiblement sa contribution à l'évaluation des risques pour la santé, tandis que la FAO renforcerait sa participation à l'élaboration de bonnes pratiques de fabrication et de manipulation. Elle a invité la FAO et l'OMS à préparer et à convoquer dans les meilleurs délais la consultation demandée par la Commission du Codex Alimentarius à sa vingt-quatrième session<sup>2</sup> sur le renforcement du soutien scientifique au processus de prise de décisions du Codex.

29. En ce qui concerne le **renforcement des capacités**, la Commission s'est félicitée des initiatives intéressantes décrites dans le rapport, dont le Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce géré par l'OMC, en collaboration avec la Banque mondiale, la FAO, l'OMS, l'OIE, ainsi que le nouveau Fonds fiduciaire FAO/OMS visant à assurer une participation plus active aux travaux du Codex. Il a demandé à la FAO et à l'OMS de s'efforcer conjointement de mobiliser des fonds extrabudgétaires et de promouvoir une assistance bilatérale coordonnée en matière de renforcement des capacités. La Commission a également demandé que la FAO et l'OMS coordonnent davantage leurs activités de renforcement des capacités et analysent de toute urgence les moyens dont elles disposent à cet effet. Elle a demandé à être informée des mesures que les deux

---

<sup>2</sup> ALINORM 01/41, par. 61

Organisations prendraient pour améliorer la coordination et la répartition de leurs activités en s'appuyant sur leurs capacités respectives et leurs synergies mutuelles.

30. La Commission a demandé à **la FAO et à l'OMS** d'allouer dans leur programme ordinaire des ressources supplémentaires, éventuellement complétées par des ressources extrabudgétaires, pour renforcer le Codex et les travaux s'y rapportant dans les deux Organisations.

31. La Commission a demandé aux **gouvernements membres** d'appuyer le suivi de l'Évaluation par leurs déclarations et leurs prises de position à l'Assemblée mondiale de la santé, ainsi qu'au sein du Conseil et de la Conférence de la FAO.

32. La Commission a réitéré son **engagement** à tenir compte dans les meilleurs délais de toutes les recommandations qui lui étaient adressées dans le rapport d'évaluation et à cet égard:

- a invité les **États membres** et les organisations internationales intéressées à soumettre des observations écrites au Secrétariat;
- a demandé au Secrétariat d'analyser les observations relatives à la **structure et au mandat des Comités du Codex**, à la tenue de sessions annuelles de la Commission et à la création éventuelle d'un Conseil d'administration et d'un Comité de gestion des normes, et de proposer des options à la Commission à sa prochaine session ordinaire;
- a demandé au Secrétariat d'identifier une stratégie pour la mise en œuvre des recommandations relatives à la révision du **Règlement intérieur** et d'autres procédures internes pour examen par la Commission à sa prochaine session ordinaire.

#### **FONDS FIDUCIAIRE À L'APPUI DE LA PARTICIPATION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT OU EN TRANSITION AUX TRAVAUX DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS (Point 4 de l'ordre du jour)<sup>3</sup>**

33. M. Wim van Eck, Président du Groupe consultatif FAO/OMS pour le Fonds fiduciaire, a présenté ce point de l'ordre du jour. Il a rappelé les débats qui avaient eu lieu sur cette question lors de la vingt-quatrième session de la Commission, en juillet 2001, et de la cinquantième session du Comité exécutif, en juin 2002, débats qui avaient débouché sur la préparation par la FAO et l'OMS d'un rapport intérimaire à soumettre à la Commission à sa session extraordinaire de février 2003.

34. M. Wim van Eck a fait le point de la situation, déclarant qu'aucun appel de fonds auprès du secteur privé n'aurait lieu tant que les décisions pertinentes n'auraient pas été prises par la FAO et l'OMS. Il a souligné d'autres recommandations du Groupe consultatif tendant à ce que: le Fonds fiduciaire soit axé sur la participation proprement dite plutôt que sur le renforcement des capacités en général; toute activité, autre que la participation aux réunions du Codex, susceptible de bénéficier d'un financement soit directement liée à la qualité de la participation (accès facilité et fourniture d'informations pertinentes); un financement continu ne soit accordé que sur présentation à intervalle régulier d'un rapport normalisé.

35. Le Comité exécutif s'est félicité de l'évolution positive de la situation en ce qui concernait le Fonds fiduciaire, après des débats qui avaient duré des années. On a fait observer que la création du Fonds fiduciaire était directement liée au processus de changement suscité par l'Évaluation. Ce Fonds fiduciaire permettrait à davantage de pays en développement de participer activement aux travaux du Codex. On a reconnu que le Fonds fiduciaire ne remplacerait pas les activités ordinaires de la FAO et de l'OMS en matière de renforcement des capacités, ni la coopération de la FAO et de l'OMS à d'autres activités de renforcement des capacités, telles que le Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce auquel contribuaient la FAO, l'OMS, l'OIE, l'OMC et la Banque mondiale.

---

<sup>3</sup> ALINORM 03/25/4

36. Le Comité exécutif a insisté pour que des liens très étroits soient établis entre le Groupe consultatif FAO/OMS et les organes directeurs du Codex. Il a été suggéré que le Comité exécutif et la Commission soient systématiquement impliqués, afin de garantir une participation efficace et de donner des informations en retour, notamment pendant la période de lancement du Fonds fiduciaire.

37. En réponse à une question concernant la composition du Groupe consultatif, il a été expliqué que la FAO et l'OMS avaient désigné chacune trois représentants ayant une bonne connaissance des questions de sécurité sanitaire des denrées alimentaires, de normes alimentaires et de renforcement de capacités au niveau national, ainsi qu'une expertise en matière de collecte de fonds et dans le domaine juridique. La présidence du Groupe serait assurée par roulement annuel entre la FAO et l'OMS. Il a été expliqué, en outre, qu'un groupe de direction responsable devant les Directeurs généraux respectifs des deux Organisations n'avait pas à inclure des représentants des États membres.

38. Le Comité exécutif a remercié M. van Eck de sa mise à jour concernant le Fonds fiduciaire et a invité le Groupe consultatif à communiquer un rapport de situation au Comité exécutif et à la Commission à leurs sessions respectives de juin et juillet 2003.

## APPENDIX I

---

**LIST OF PARTICIPANTS  
LISTE DES PARTICIPANTS  
LISTA DE PARTICIPANTES**

---

**\*CHAIRPERSON**

Mr. Thomas J. Billy  
Special Advisor  
International Food Safety Standards  
U.S. Department of Agriculture  
1400 Independence Avenue, S.W.  
Suite 544A - E Jamie Lee Whitten Building  
Washington, D.C. 20250-3700  
U.S.A.

**Phone:** +1.202.690 1578

**Fax:** +1.202.690 2119

**Email:** [thomas.billy@usda.gov](mailto:thomas.billy@usda.gov)

**VICE-CHAIRPERSONS**

Mr. D.B. Nhari  
Government Analyst Laboratory  
Ministry of Health and Child Welfare  
P.O. Box CY 231  
Causeway  
Harare  
Zimbabwe

**Phone:** +263.4.792026/7

**Fax:** +263.4.708527

**Email:** [dbnhari@africaonline.co.zw](mailto:dbnhari@africaonline.co.zw)

Ing. Gonzalo Ríos  
Encargado de Negociaciones Internacionales del Servicio  
Agrícola y Ganadero  
Ministerio de Agricultura  
Avenida Bulnes 140 – 6° piso  
Santiago  
Chile

**Phone:** +56.2.688 3811

**Fax:** +56.2.6717419

**Email:** [gonzalo.rios@sag.gob.cl](mailto:gonzalo.rios@sag.gob.cl)

Dr. Stuart Slorach  
Deputy-Director-General  
National Food Administration  
PO Box 622  
SE-75126 Uppsala  
Sweden

**Phone:** +46.18.175594

**Fax:** +46.18.105848

**Email:** [stsl@slv.se](mailto:stsl@slv.se)

**MEMBERS ELECTED ON A  
REGIONAL BASIS:  
AFRICA**

Dr. C.J.S. Mosha  
Chief Standards Officer  
Head, Agriculture and Food Section  
Codex Contact Point Officer  
Tanzania Bureau of Standards  
P.O. Box 9524  
Dar Es Salaam  
Tanzania  
**Phone:** +255.22.450298/450206  
**Fax:** +255.22.245.0959  
**Email:** [cjmosha@yahoo.co.uk](mailto:cjmosha@yahoo.co.uk) /  
[tbsinfo@uccmail.co.tz](mailto:tbsinfo@uccmail.co.tz)

**ASIA  
Advisers to the Member from Asia**

Mr Jun Koda  
Director for International Standardization Office  
Standards and Labelling Division, General Food Policy Bureau  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
Kasumigaseki 1-2-1, Chiyada-ku  
Tokyo  
Japan  
**Phone:** +81 3 5512 1571  
**Fax:** +81 3 3501 0580  
**Email:** [zyun\\_kohda@nm.maff.go.jp](mailto:zyun_kohda@nm.maff.go.jp)

**EUROPE**

Mme Roseline Lecourt  
Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie  
DGCCRF – Télédocus 051  
59 Bld. Vincent Auriol  
75703 Paris Cedex 13  
France  
**Phone:** +33 01 44 97 34 70  
**Fax:** +33 01 44 97 30 37  
**Email:** [roseline.lecourt@dgccrf.finances.gouv.fr](mailto:roseline.lecourt@dgccrf.finances.gouv.fr)

**Advisers to the Member from  
Europe**

Mr Olivier Pruniaux  
Mission de coordination sanitaire internationale  
Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche  
et des affaires rurales – DGAL  
251 rue de Vaugirard  
75732 Paris Cédex 15  
**Phone :** +33 01 49 55 83 95  
**Fax :** +33 01 49 55 55 91  
**Email :** [olivier.pruniaux@agriculture.gouv.fr](mailto:olivier.pruniaux@agriculture.gouv.fr)

Mr Charles Crémer  
 Directeur  
 Service Public Fédéral  
 Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire  
 et Environnement  
 Cité administrative de l'Etat  
 Quartier Arcades 4  
 B-1010 Bruxelles  
 Belgium

**Phone** : +322 210 5246

**Fax** : +322 210 4816

**Email** : [charles.cremer@health.fgov.be](mailto:charles.cremer@health.fgov.be)

**LATIN AMERICA AND  
 THE CARIBBEAN**

Ms. Maria Aparecida Martinelli  
 Coordinator of Brazilian Codex Committee  
 INMETRO  
 SEPN 511, Bloco B, 4o Andar  
 Brasilia – DF 70750-527  
 Brazil

**Phone**: +55 61 340 2211

**Fax**: +55 61 347 3284

**Email**: [mamartinelli@persocom.com.br](mailto:mamartinelli@persocom.com.br) or  
[codexbrasil@persocom.com.br](mailto:codexbrasil@persocom.com.br)

**Adviser to the Member from Latin  
 America and the Caribbean**

Mr. Alfredo Nader  
 Coordinador Nacional del Codex Alimentarius  
 Subsecretaria de Política Agropecuaria  
 Secretaria de Agricultura, Ganaderia, Pesca y Alimentación  
 Paseo Colón 982 1er. Piso, Oficina 130  
 Buenos Aires  
 Argentina

**Phone**: +54 11 4349 2549

**Fax**: +54 11 4349 2061

**Email**: [anader@sagyp.minprodccion.gov.ar](mailto:anader@sagyp.minprodccion.gov.ar)

**NORTH AMERICA**

Ms Debra Bryanton  
 A/Executive Director  
 Policy, Planning and Coordination Directorate  
 Canadian Food Inspection Agency  
 59 Camelot Drive  
 Nepean, Ontario, K1A 0Y9  
 Canada

**Phone**: +613 225 2342 Ext. 4135

**Fax**: +613 228 6680

**Email**: [dbryanton@inspection.gc.ca](mailto:dbryanton@inspection.gc.ca)

**Advisers to the Member from  
 North America**

Dr. Edward Scarbrough  
 Manager, U.S. Codex Office  
 Food Safety and Inspection Service  
 U.S. Department of Agriculture  
 Room 4861 South Building  
 1400 Interdependence Avenue, SW  
 Washington, DC 20250  
 U.S.A.

**Phone**: +1.202 720 2057

**Fax**: +1.202 720 3157

**Email**: [ed.scarbrough@fsis.usda.gov](mailto:ed.scarbrough@fsis.usda.gov)

**SOUTH WEST PACIFIC**

Dr Gardner Murray  
Executive Director Product Integrity, Animal & Plant Health  
Australian Chief Veterinary Officer  
Department of Agriculture, Fisheries and Forestry  
Edmund Barton Building – Barton  
GPO Box 858  
Canberra ACT 2601  
Australia

**Phone:** +61 2 6272 5848

**Fax:** +61 2 6272 5697

**Email:** [gardner.murray@affa.gov.au](mailto:gardner.murray@affa.gov.au)

**Advisers to the Member from the South West Pacific**

Mr Raj Sundararaman  
New Zealand Food Safety Authority  
PO Box 2835  
Wellington  
New Zealand

**Phone:** +64 4 4744216

**Fax:** +64 4 4730118

**Email:** [RajasekarS@nzfsa.govt.nz](mailto:RajasekarS@nzfsa.govt.nz)

Mr Brett Hughes  
Counsellor (Agriculture)  
Australian Embassy  
Via Alessandria 215  
00198 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 8527 2376

**Fax:** +39 06 8527 2230

**Email:** [brett.hughes@dfat.gov.au](mailto:brett.hughes@dfat.gov.au)

**OBSERVERS****Coordinator for Africa**

Dr Ben Manyindo  
Deputy Director  
Uganda National Bureau of Standards  
P.O. Box 6329  
Kampala  
Uganda

**Phone:** 256.041.222367/256.41.505995

**Fax:** 256.041.286123

**E-mail:** [unbs@afsat.com](mailto:unbs@afsat.com)

**Coordinator for Asia**

Ms. Noraini Dato' Mohd. Othman  
Deputy Director (Codex)  
Food Quality Control Division  
Department of Public Health  
Ministry of Health Malaysia  
3<sup>rd</sup> Floor, Block B  
Health Offices Complex  
Jalan Cenderasari  
50590 Kuala Lumpur  
Malaysia

**Phone:** +603 2694 6601

**Fax:** +603 2694 6517

**E-mail:** [norainio@hotmail.com](mailto:norainio@hotmail.com)

**Coordinator for Europe**

Assoc. Prof. Milan Kováč  
Director  
National Focal Point for Codex Alimentarius  
Food Research Institute  
Priemyselná 4  
P.O. Box 25  
824 75 Bratislava 26  
Slovak Republic  
**Phone:**+00 4212-5557 4622  
**Fax:** +00 4212-5557 1417  
**Email:** [milan.kovac@vup.sk](mailto:milan.kovac@vup.sk)

**Coordinator for Near East**

Dr. Mahmoud Eisa  
President  
Egyptian Organization for Standardization & Quality (EOS)  
16 Tadreeb El-Moderbeen  
Ameria  
Cairo  
Egypt  
**Phone:** +202 603 1351/1349  
**Fax:** +202 259 3480  
**Email:** [moi@idsc.eg.net](mailto:moi@idsc.eg.net)

**Coordinator for North America  
and South West Pacific**

Dr Karen Dodds  
Director General  
Food Directorate, Health Products and Food Branch  
Health Canada  
Building #7, Room 1110 (0701A5)  
Ottawa, Ontario, K1A OL2  
Canada  
**Phone:**+613.957.1821  
**Fax:** +613.957.1784  
**Email:** [karen\\_dodds@hc-sc.gc.ca](mailto:karen_dodds@hc-sc.gc.ca)

**FOOD AND AGRICULTURE  
ORGANIZATION OF THE  
UNITED NATIONS (FAO)**

Dr Jean-Louis Jouve  
Chief  
Food Quality and Standards Service  
Food and Nutrition Division  
FAO, Rome  
Italy  
**Phone:** +39.06.570.55858  
**Fax:** +39.06.570.54593  
**Email:** [jeanlouis.jouve@fao.org](mailto:jeanlouis.jouve@fao.org)

Mr. John Markie  
Senior Evaluation Officer  
Office of Programme, Budget and Evaluation  
FAO, Rome  
Italy  
**Phone:** +39.06.570.53936  
**Fax:** +39.06.570.54599  
**Email:** [john.markie@fao.org](mailto:john.markie@fao.org)

Professor W.Bruce Traill  
Team Leader, Codex Evaluation  
Department of Agricultural and Food Economics  
The University of Reading  
United Kingdom

**Phone:** +44.118 931 8389

**Fax:** +44 118 975 6467

**Email:** [w.b.traill@reading.ac.uk](mailto:w.b.traill@reading.ac.uk)

Ms Rachel Sauvinet-Bedouin  
Evaluation Officer  
Office of Programme, Budget and Evaluation  
FAO, Rome  
Italy

**Phone:** +39.06.570.53721

**Fax:** +39.06.570.54599

**Email:** [rachel.bedouin@fao.org](mailto:rachel.bedouin@fao.org)

**WORLD HEALTH  
ORGANIZATION (WHO)**

Dr David Nabarro  
Executive Director  
Sustainable Development and Healthy Environments  
World Health Organization  
20 Avenue Appia  
CH-1211 Geneva 27  
Switzerland

**Phone:** + 41 22 791 2363

**Fax:** +41 22 791 4725

**Email:** [nabarrod@who.int](mailto:nabarrod@who.int)

Dr. Jorgen Schlundt  
Director  
Food Safety Department  
World Health Organization  
20 Avenue Appia  
CH-1211 Geneva 27  
Switzerland

**Phone:** +41 22 791 3445

**Fax:** +41 22 791 4807

**Email:** [schlundtj@who.int](mailto:schlundtj@who.int)

Dr Wim van Eck  
Senior Adviser to the Executive Director SDE  
on Food Safety and Nutrition  
Food Safety Department  
World Health Organization  
20 Avenue Appia  
CH-1211 Geneva 27  
Switzerland

**Phone:** +41 22 791 3582

**Fax:** +41 22 791 4807

**Email:** [vaneckw@who.int](mailto:vaneckw@who.int)

Ms Mary Vallanjon  
Liaison Officer  
Food Safety Department  
World Health Organization  
20 Avenue Appia  
CH-1211 Geneva 27  
Switzerland

**Phone:** +41 22 791 2373

**Fax:** +41 22 791 4807

**Email:** [vallanjonm@who.int](mailto:vallanjonm@who.int)

Mr Yasuhisa Nakamura  
Food Safety Department  
World Health Organization  
20 Avenue Appia  
CH-1211 Geneva 27  
Switzerland

**Phone:** +41 22 791

**Fax:** +41 22 791

**Email:**

## SECRETARIAT

Dr. Alan W. Randell  
Secretary, Codex Alimentarius Commission  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Nutrition Division  
FAO, Rome  
Italy

**Phone:** +39.06.570.54390

**Fax:** +39.06.570.54593

**Email:** [alan.randell@fao.org](mailto:alan.randell@fao.org)

Ms. Selma H. Doyran  
Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Nutrition Division  
FAO, Rome

**Phone:** +39.06.570.55826

**Fax:** +39.06.570.54593

**Email:** [selma.doyran@fao.org](mailto:selma.doyran@fao.org)

Mr. Seoung-Yong Lee  
Associate Professional Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Nutrition Division  
FAO, Rome

**Phone:** +39.06.570.56243

**Fax:** +39.06.570.54593

**Email:** [seoungyong.lee@fao.org](mailto:seoungyong.lee@fao.org)

